

## Nouveau Palais de Justice


Remplacement du SSI

27000 EVREUX

# CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

## lot unique

## SSI - électricité

 <b>MINISTÈRE DE LA JUSTICE</b> <i>Liberté Égalité Fraternité</i>	<b>MAÎTRE DE L'OUVRAGE :</b> <b>MINISTÈRE DE LA JUSTICE</b> DÉPARTEMENT IMMOBILIER 20 RUE DU PUITS MAUGER CS 60826 - 35108 RENNES CEDEX 3
<b>Batiss</b> Bureau d'étude Sécurité incendie Sûreté - Coordination SSI	<b>MAÎTRE D'ŒUVRE :</b> <b>BATISS</b> 35 AVENUE PIERRE SÉMARD 94 200 IVRY-SUR-SEINE TEL : 01 53 14 00 00

Affaire : 27-P122-0053  
Réf : 25-2215-T  
Le 9. septembre 2025  
Ind 2 : CCTP

## CCTP-0 : PRÉSENTATION

### PRÉSENTATION DU PROJET

Le présent document a pour objet les travaux de remplacement du SSI du Nouveau Palais de Justice situé 4 bis rue de Verdun à Evreux (27), comprenant :

- Remplacement du matériel central
- Remplacement des équipements terminaux
- Extension de la détection automatique d'incendie à tous les volumes sauf les escaliers et les sanitaires
- Mise en œuvre de diffuseurs lumineux dans les sanitaires et les vestiaires
- Mise en conformité de l'alimentation principale du SSI
- Mise en œuvre de coffrets de relaying certifiés NF pour les ventilateurs de désenfumage
- Réfection des plans d'évacuation et d'intervention

### PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Il s'agit d'un établissement occupant un bâtiment livré en 1995 ; élevé de 4 étages sur rez-de-chaussée haut, rez-de-chaussée bas, et 2 niveaux de sous-sol, aménagé de la manière suivante :

- Au 4e étage : une salle de réunion réservée au personnel
- Du 1er au 3e étage : des bureaux, locaux archives, sanitaires
- Au rez-de-chaussée haut : bureaux, PC de sécurité, salle d'auditions, bureaux, sanitaires, locaux archives
- Au rez-de-chaussée bas : salle des pas perdus, salles d'audience A, B, C et D, local ventilation, salle de détente du personnel, infirmerie
- 1er sous-sol : local archives, vestiaires du personnel, locaux techniques, chaufferie, parc de stationnement
- 2e sous-sol : local archives, locaux techniques, parc de stationnement

Un projet d'aménagement est prévu pour être réalisé au cours de l'année 2026.

Il s'agit de l'aménagement du Service d'Accueil Unique du Justiciable (SAUJ), constitué d'un ensemble de bureaux implantés sur un plancher construit au niveau rez-de-chaussée haut dans le vide de l'atrium.

Le titulaire devra déployer les équipements du SSI dans ces nouveaux aménagements.

L'établissement a fait l'objet d'un reclassement en ERP de 5e catégorie – avis favorable de la commission de sécurité du 16 août 2010 – AT 229 10 00014.

Le classement n'est pas modifié dans le cadre des travaux.

oooooooooooooooooooooooooooo

**CCTP-1A : PRÉPARATION****REPÉRAGE DES EXISTANTS, ÉTAT DES LIEUX ET COMPTE-RENDU**

Avant travaux, il sera réalisé un état des lieux des ouvrages existants et des zones de travaux.

L'Entreprise aura à charge, sans frais supplémentaires :

- d'établir un compte-rendu d'état des lieux comprenant un reportage photographique des dégradations existantes. Les photos témoins seront numérotées et repérées sur un jeu de plans.
- de faire constater au Maître d'œuvre les points relevés afin de rendre le constat d'état des lieux contradictoire. Si, après intervention, des ouvrages sont endommagés, tachés, etc. l'entreprise devra les remplacer à ses frais.

**DOSSIER D'EXÉCUTION**

Pendant la période de préparation, et sur la base de ses études d'exécution, l'entreprise diffusera un dossier complet comprenant :

- la nomenclature des équipements et matériaux sous la forme d'un tableau comportant à minima le fabricant, le modèle précis et la quantité
- pour tous les équipements et matériaux :
  - la fiche technique et commerciale du fabricant
  - les notices de mise en œuvre, de pose, de raccordement, d'utilisation, de maintenance
  - les certificats d'admission aux normes, rapports d'essai, rapport d'associativité
- les plans et schémas suivants :
  - les plans de zone de détection et de mise en sécurité
  - les plans d'implantation des équipements
  - les plans de percement, de réservations, etc provoqués par les modes de mise en œuvre propres à l'Entreprise
  - les plans de cheminement de toutes les canalisations mentionnant leur nature, leur altimétrie, etc
  - les schémas synoptiques unifilaires comportant tous les équipements et leurs liaisons
- les notes de calcul justifiant le dimensionnement des installations : puissance des alimentations secourues, capacité des batteries de secours, puissance consommée par ligne d'alimentation, etc.
- le planning des études et des travaux, détaillé par phase, par niveau ou par ouvrage

Tous les documents seront transmis au format PDF.

Les plans et schémas seront fournis au format PDF et dwg.

Tous les documents d'un format d'impression supérieur à A3 seront fournis en format papier.

oooooooooooooooooooooooooooo

## CCTP-1B : SSI

Le présent chapitre a pour objet de décrire les équipements à mettre en œuvre pour réaliser le remplacement complet du SSI.

L'entreprise se conformera aux exigences fonctionnelles décrites dans le cahier des charges fonctionnel du SSI et en cas de contradiction, c'est le cahier des charges fonctionnel qui primera.

Les caractéristiques minimales des équipements et les prestations attendues sont décrites ci-après.

### ÉQUIPEMENT DE CONTRÔLE ET DE SIGNALISATION

L'ECS de type Flexes Control de chez ESSER, ou équivalent, aura les caractéristiques minimales suivantes :

- technologie adressable
- équipé de 4 bus de détection rebouclés
- équipement rackable en baie 19"
- gestion de 1024 points
- afficheur TFT couleur 5,7"
- la programmation se fera au travers de logiciels à protocole ouvert
- les produits et logiciels seront commercialisés directement aux professionnels par un réseau de distributeurs afin d'offrir au Maître d'Ouvrage un choix entre plusieurs installateurs et/ou mainteneurs
- les circuits de détection seront équipés au plus à 60% de leur capacité maximale

Emplacement : selon CCF et plans

### CENTRALISATEUR DE MISE EN SÉCURITÉ INCENDIE

L'ECS de type CMSI 8000 de chez ESSER, ou équivalent, aura les caractéristiques minimales suivantes :

- technologie adressable
- doté de 2 voies de transmission rebouclées pour matériel déporté
- équipement en rack pour baie 19"
- afficheur LCD
- la programmation se fera au travers de logiciels à protocole ouvert
- les produits et logiciels seront commercialisés directement aux professionnels par un réseau de distributeurs afin d'offrir au Maître d'Ouvrage un choix entre plusieurs installateurs et/ou mainteneurs.

Il assurera toutes les fonctions de mise en sécurité telles que décrites dans le CCF.

De plus il assurera les fonctions suivantes :

- arrêt prioritaire (arrêt pompier) des ventilateurs de désenfumage, à raison d'une commande manuelle intégrée à l'UCMC par coffret de relaying
- réarmement des coffrets de relaying au moyen d'une commande manuelle intégrée à l'UCMC par coffret de relaying.

Le titulaire prévoiera tous les matériels déportés et accessoires nécessaires.

Emplacement : selon CCF et plans

### ALIMENTATION ÉLECTRIQUE DE SÉCURITÉ

L'AES sera dimensionnée avec une réserve d'au moins 50% tant en puissance disponible qu'en capacité des batteries de secours. Elle devra respecter les exigences du CCF.

### BAIE 19 "

Le titulaire devra la fourniture et la mise en oeuvre d'une baie 19 » 42U sur roulettes pour l'intégration du matériel central du SSI : ECS, CMSI, AES, batteries.

La baie sera livrée entièrement pré-câblée avec goulottes et testée en atelier avec tous ses composants et équipements.

Elle comportera :

- des panneaux latéraux pleins amovibles
- une porte arrière
- un pré-câblage intérieur complet avec borniers repérés et sectionneurs pour les lignes d'alimentation
- une prise 2P+T intérieure pour les techniciens d'intervention
- un porte-plan intérieur pour les plans de câblage
- un porte-plan extérieur pour les notices d'exploitation

Emplacement : selon CCF et plans

### PROTECTIONS ÉLECTRIQUES 230V

Depuis le TGBT il sera prévu l'alimentation du nouveau SSI.

Le titulaire devra prévoir un circuit doté de sa protection par appareil, soit au minimum 3 pour l'ECS, le CMSI et l'AES.

Le présent marché comprend la mise en œuvre des appareils de protection dans le TGBT, y compris toutes les modifications nécessaires de celui-ci. Les nouvelles alimentations devront être adaptées à l'environnement (pouvoir de coupure, etc.) et devront respecter les articles EL. Notamment, le dispositif de mise hors tension générale de l'installation électrique de l'établissement ne devra pas couper l'alimentation normale des installations de sécurité.

L'Entreprise doit dans le cadre des travaux, le calcul des protections des circuits créés pour le SSI et la mise en œuvre de ces protections, ainsi que la fourniture de schémas d'armoire, y compris les relevés techniques nécessaires à l'établissement de ceux-ci.

Les travaux comprendront :

- la fourniture, la pose, le raccordement des protections électriques dans le TGBT
- l'établissement des notes de calcul de dimensionnement de celles-ci
- la constitution des schémas d'armoire
- l'étiquetage des protections

### TABLEAU RÉPÉTITEUR D'EXPLOITATION ECS

Le tableau répéteur d'exploitation permettra le report d'informations issues de l'ECS :

- Affichage sur écran LCD des informations concernant l'état des zones avec texte additionnel
- Mémoire d'événements de 200 messages
- Test de fonctionnement des éléments d'affichage
- liaison par bus avec l'ECS

Emplacement : hall principal de l'Ancien Palais de Justice

### TABLEAU RÉPÉTITEUR D'EXPLOITATION CMSI

Le tableau répéteur d'exploitation permettra le report d'informations issues du CMSI :

- Affichage sur écran LCD des informations concernant l'état des zones avec texte additionnel
- Mémoire d'événements de 200 messages
- Test de fonctionnement des éléments d'affichage
- liaison par bus avec le CMSI

Emplacement : hall principal de l'Ancien Palais de Justice

### DÉTECTEURS AUTOMATIQUES D'INCENDIE PONCTUEL

Les détecteurs automatiques d'incendie, de type IQ8Quad OTblue de chez ESSER, ou équivalent, auront les caractéristiques minimales suivantes :

- adressable
- interactif permettant le relevé du taux d'encrassement à distance
- détecteur multicapteurs optique thermique
- isolateur de court-circuit intégré
- LED de signalisation rouge d'alarme feu, visible à 360°
- porte-étiquette

emplacement : selon CCF et plans

### DÉTECTEURS AUTOMATIQUES D'INCENDIE LINÉAIRES DE FUMÉE

Les détecteurs linéaires de fumée, de type OSI-RE de chez ESSER, ou équivalent, auront les caractéristiques minimales suivantes :

- adressable
- doté d'un réflecteur unique
- assistance pour l'alignement
- résistance chauffante intégrée pour évier la condensation

Le titulaire devra la fourniture de tout accessoire nécessaire au parfait fonctionnement du détecteur linéaire.

En particulier il devra prévoir les dispositifs nécessaires pour protéger le détecteur et son réflecteur de l'action parasite des rayons du soleil. Ces dispositifs pourront prendre la forme de « casquettes » en tôle pliée et laquée de façon à être la plus discrète possible.

Il devra également prévoir toutes les sujétions pour la pose des appareils permettant d'assurer leur parfaite stabilité et les meilleures conditions de maintenance : supports, pattes, consoles, etc.

emplacement : selon CCF et plans

**DÉCLENCHEURS MANUELS**

Les Déclencheurs Manuels, de type IQ8 Quad MCP de chez ESSER, ou équivalent, seront adressables avec isolateur de court-circuit intégré, équipés obligatoirement d'un capot de protection transparent et d'un indice de protection IP55 pour la totalité du site, à l'exception des modèles placés à l'extérieur qui seront posés sous boîtier de protection transparent.

Emplacement : selon CCF et plans

**DIFFUSEURS SONORES**

Les diffuseurs sonores auront les caractéristiques minimales suivantes :

- diffuseurs sonores d'alarme feu
- diffuseurs sonore classe B

**RAPPEL :** l'Entreprise est assujettie à une obligation de résultat quant à l'audibilité du signal sonore d'évacuation. A ce titre, la mise en œuvre éventuelle de diffuseurs sonores supplémentaires sera à la charge de l'Entreprise sans plus-value particulière.

Emplacement : en quantité et aux emplacements nécessaires pour assurer une audibilité en tous points du bâtiment

**DIFFUSEURS SONORES ET LUMINEUX**

Les diffuseurs sonores et lumineux auront les caractéristiques minimales suivantes :

- diffuseur sonore et visuel d'alarme feu
- diffuseur sonore classe B
- diffuseur lumineux couleur blanche ou rouge

**RAPPEL :** l'Entreprise est assujettie à une obligation de résultat quant à l'audibilité du signal sonore d'évacuation. À ce titre, la mise en œuvre éventuelle de diffuseurs sonores supplémentaires sera à la charge de l'Entreprise sans plus-value particulière.

Emplacement : en quantité et aux emplacements nécessaires pour assurer une audibilité en tous points du sous-sol et une visibilité de tous points du parking

**DIFFUSEURS LUMINEUX**

Les diffuseurs lumineux auront une lumière de couleur blanche ou rouge.

Emplacement : selon CCF

**RACCORDEMENT DES DAS EXISTANTS**

Les dispositifs actionnés de sécurité existants seront raccordés au nouveau SSI.

Emplacement : suivant plans

Les modalités de télécommande de ces dispositifs sont définies dans le cahier des charges fonctionnel du SSI joint au dossier.

**COFFRETS DE RELAYAGE**

Le titulaire assurera la fourniture et la mise en œuvre de coffrets de relaying pour les trois ventilateurs de désenfumage existants. Les modèles seront conformes à la norme NF S 61-937-1 et -9.

Le remplacement comprendra :

- la reconnaissance des caractéristiques des équipements existants (ventilateurs, coffrets de relaying, accessoires, câblages, protections électriques, etc.)
- la mise en œuvre des coffrets de relaying, ce qui comprend le câblage et les accessoires nécessaires à leur parfaite mise en œuvre
- l'adaptation du câblage existant, y compris le remplacement des câbles d'alimentation si nécessaire

L'Entreprise devra repérer les coffrets de relaying au moyen d'étiquettes plastique inaltérables type plaque gravée, épaisseur 1,6 mm, couleur de fond rouge et écriture blanche, justifiant d'une bonne résistance aux solvants, aux rayures, aux chocs, aux intempéries et aux UV type L161R1 de chez SIGNALS ou équivalent. De manière générale les étiquettes seront installées de façon à être visibles par les utilisateurs techniques, sans avoir à rien démonter.

Les équipements à repérer sont les suivants :

- coffrets de relaying (étiquette à apposer sur le flanc du coffret ou de sa protection)

Les étiquettes seront collées par adhésif double face forte résistance.

Le texte de chaque étiquette correspondra au repérage porté sur les plans et synoptique du SSI validé par le maître d'œuvre.

emplacement : suivant plans

**PRESSOSTATS**

Le titulaire devra la fourniture et la mise en oeuvre de pressostats de marque ALDES pour les ventilateurs VED 1 et VSD 1. Chaque ventilateur devra être doté de deux pressostats, l'un pour la petite vitesse et l'autre pour la grande vitesse. Ils serviront à remonter au CMSI l'état de position de sécurité des ventilateurs pour chaque vitesse de désenfumage.

Emplacement : à proximité de chaque ventilateur, accessible pour la maintenance

**INTERRUPTEURS DE PROXIMITÉ**

Le titulaire devra la fourniture et la mise en oeuvre d'interrupteurs de proximité avec contacts de marque ALDES ou équivalent, de puissance adaptée, pour les ventilateurs VED 1, VED 2 et VSD 1. Chaque ventilateur devra être doté d'un interrupteur de proximité. Ils serviront à remonter au CMSI l'état de position de d'attente des ventilateurs en s'insérant dans la chaîne de sécurité du coffret de relaying.

Emplacement : à proximité de chaque ventilateur, accessible pour la maintenance

**VTP COFFRETS DE RELAYAGE**

Le titulaire aura à sa charge la protection des coffrets de relaying par la mise en oeuvre de VTP CF1h.

Il ne sera accepté aucun autre équipement dans le ou les VTP.

Les VTP seront munis de façades amovibles dont la fermeture pourra être assurée par des écrous papillons et tiges filetées, les façades devront comporter des poignées pour faciliter leur manipulation.

Ils seront ventilés, au moyen de grilles intumescents de degré coupe-feu adapté par exemple.

L'Entreprise devra repérer les coffrets VTP au moyen d'étiquettes inaltérables type plaque gravée plastique, épaisseur 1,6 mm, couleur de fond rouge et écriture blanche, justifiant d'une bonne résistance aux solvants, aux rayures, aux chocs, aux intempéries et aux UV type L161R1 de chez SIGNALS ou équivalent.

De manière générale les étiquettes seront installées de façon à être visibles par les utilisateurs techniques, sans avoir à rien démonter.

Le texte de chaque étiquette correspondra au repérage porté sur les plans et synoptique du SSI validé par le maître d'œuvre.

Emplacement : selon plans

oooooooooooooooooooooooooooo

**CCTP-1C : CÂBLAGE SSI**

L'entreprise a à sa charge la réalisation de la totalité du câblage nécessaire pour la mise en œuvre des ouvrages décrits. Le câblage de l'installation d'un système de sécurité incendie doit être distinct du câblage utilisé à d'autres fins et aisément identifiable. Le cheminement des câbles doit être différent de celui utilisé par les courants forts.

Des mesures de protection spéciales doivent être prises pour éviter que des interférences d'ordre électrostatique ou électromagnétique ne perturbent l'installation (proximité des tubes fluorescents, ballasts, transformateurs, etc.).

Le câblage doit être réalisé de façon à réduire au minimum le risque de dommage mécanique et à éliminer autant que possible un courant de fuite, un court-circuit ou une coupure de circuit.

Tous les câbles seront ainsi munis d'une protection mécanique.

Les câbles du SSI chemineront selon la configuration des volumes traversés :

<b><i>Typologie du volume traversé</i></b>	<b><i>Cheminement des câbles autorisés</i></b>
Volume doté d'un faux-plafond accessible	Cheminement dans le faux-plafond : <ul style="list-style-type: none"><li>• pose sur chemin de câble dédié</li><li>• pose sur chemin de câble courant faible, avec cornière de séparation pour dédié un compartiment aux câbles SSI</li><li>• pose sous conduits ICT</li></ul>
Volume courant dépourvu de faux-plafond accessible	Cheminement sous moulure plastique blanche dédiée
Volume technique dépourvu de faux-plafond	Cheminement en apparent : <ul style="list-style-type: none"><li>• pose sur chemin de câble dédié</li><li>• pose sur chemin de câble courant faible, avec cornière de séparation pour dédié un compartiment aux câbles SSI</li><li>• pose sous conduit IRL</li></ul>

**Aucun autre cheminement ne sera accepté.**

Tous les cheminements seront fixés à un élément stable de la construction, ils ne devront en aucun cas être fixés sur les supports d'autres ouvrages (support de faux-plafond par exemple).

Le titulaire devra repérer tous les câbles.

Le repérage des câbles doit faciliter les interventions dans un cadre de maintenance (préventive et/ou corrective) et/ou de modification d'installation lors d'une adaptation de celle-ci. En conséquence les câbles du SMSI doivent être repérés sur le câble au niveau des bornes :

- de chaque matériel central, dispositif de commande, tableau répéteur, face avant déportée ou matériel déporté;
- des équipements d'alimentation électrique (AES/EAES/EAE et alimentation secourue) ;
- des boîtes de jonctions et/ou de dérivation.

Le repérage doit résister dans le temps.

oooooooooooooooooooooooooooo



## CCTP 1D – MISE EN SERVICE ET RÉCEPTION

### MISE EN SERVICE, AUTOCONTRÔLES, ESSAIS OPR/RÉCEPTION, ASSISTANCE À COMMISSION

Les modalités de réception des ouvrages sont décrites dans les pièces administratives jointes au présent dossier.

En ce qui concerne les équipements techniques, il est précisé que la réception se limite aux constats quantitatifs de terminaison des ouvrages et qualitatif de leur exécution, sans préjuger de leur bon fonctionnement qui reste soumis aux essais à effectuer pendant la période de garantie.

Les conditions de la mise en service seront fixées en fonction du planning particulier de réalisation des travaux. Pendant cette période, l'Entreprise doit procéder aux réglages définitifs et informer le personnel d'exploitation des modalités de la mise en route, de conduite ou d'arrêt des installations, en liaison avec les documents d'exploitation.

La réception décrite ci-dessus aura donc lieu à la livraison des travaux. Elle se déroulera avec le maître d'œuvre et le représentant du maître d'ouvrage.

Tous les documents d'exécution à jour devront être remis. À défaut, toute réception sera reportée.

À la réception, il sera procédé à une minutieuse inspection de la pose des appareillages et canalisations.

Tout ouvrage qui serait négligé, ou dont la fixation serait insuffisante, sera systématiquement refusé.

La réception ne pourra être effectuée qu'après engagement formel de l'Entreprise que les essais, mesures, contrôles ont bien été réalisés par elle auparavant.

L'Entreprise aura à sa charge tous les essais, mesures et fournira les appareils de mesures, avec justification de leur précision.

Les vérifications porteront sur :

- la conformité des équipements avec les plans, schémas, notices techniques à ce jour,
- la bonne réalisation de l'installation portant notamment sur la qualité des raccordements, les fixations, le montage des ensembles, les peintures, etc.,
- les repérages (appareils, appareillages, câbles, conducteurs, etc.),
- la conformité en égard aux règlements en vigueur,
- les mises à la terre,
- le cas échéant la mesure des vitesses de passage d'air et débit aux bouches de désenfumage.

A l'issue des travaux de dépose des anciennes installations, une vérification finale de l'état des finitions sera également réalisée avec le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre.

Le Maître d'œuvre doit être informé des dates d'exécution des autocontrôles afin de pouvoir éventuellement y assister.

### Dispositions complémentaires pour le SSI

#### Tests – Essais

Ces essais seront réalisés par l'entreprise. Ils devront être conformes aux modalités d'essais définies par les normes NFS 61-932 et NFS 61-970. Ils devront par ailleurs permettre de valider la conformité des scénarios définis par le cahier des charges fonctionnel du SSI.

L'Entreprise doit effectuer tous les tests nécessaires pour valider le bon fonctionnement de ses installations, avant sa réception. Elle prendra à sa charge toutes les opérations nécessaires à la bonne exécution des essais, et en particulier :

- le démontage et remontage d'éléments indispensables aux vérifications (faux-plafonds, etc.),
- la mise à disposition du personnel qualifié nécessaire à ces essais.
- La mise à disposition des moyens permettant la réalisation des foyers types.
- La mise à disposition des consommables nécessaires (cartouches CO<sup>2</sup> par exemple)

Pendant ces essais, l'entreprise signalera par écrit au Maître d'œuvre tous les dysfonctionnements ou défauts constatés et qui lui semblent non imputables à sa prestation, et prendra les dispositions pour corriger les problèmes qui lui sont dus avant la réception de l'installation.

A l'issue de ses propres essais, fourniture au Maître d'œuvre des comptes-rendu d'auto-contrôles exhaustifs attestant du bon fonctionnement des installations.

Lorsque les essais seront satisfaisants, il sera réalisé une vérification en présence du bureau de contrôle et du coordinateur SSI.

Ces vérifications donneront lieu à l'établissement d'un rapport de réception technique de la part du coordinateur SSI.

L'entreprise devra être présente lors des essais préalables au passage de la commission de sécurité.

Elle devra également être présente lors du passage de celle-ci.

### Initialisation des systèmes

Les systèmes seront livrés clés en mains. L'entreprise devra prévoir les collectes des données nécessaires à la mise en route des systèmes et à la déclaration des utilisateurs.

### Réception

Voir également exigences définies dans les documents de BATISS :

- EXIGENCES DOCUMENTAIRES.
- EXIGENCES CONCERNANT LA RÉCEPTION TECHNIQUE.

Lorsque l'entreprise estimera avoir fini ses travaux, y compris les essais de fonctionnement, elle informera le Maître d'œuvre par écrit et demandera la réception de son ouvrage.

L'entreprise devra fournir au Maître d'Ouvrage et Maître d'œuvre un document de recette rapportant tous les résultats des essais réalisés conformément au descriptif.

La réception portera sur la bonne exécution des travaux telle que définie ci-après :

- le respect des quantités,
- le respect des matériels définis,
- la qualité de la mise en place de ces matériels conformément aux règles de l'Art,
- la qualité des finitions.

Le Maître d'Ouvrage procédera à une recette par échantillonnage. L'entreprise mettra à disposition les moyens techniques et humains nécessaires pour reconduire les tests préalablement effectués, sur l'ensemble des points constituant l'échantillon.

Le Maître d'Ouvrage procédera également à une recette quantitative des matériels installés et se réserve le droit de refuser les matériels ou les prestations reconnus non conformes au descriptif.

Un procès verbal établi par le Maître d'œuvre concrétisera les résultats obtenus. Il sera signé par l'entreprise et par le Maître d'œuvre puis soumis au Maître d'Ouvrage. Celui-ci disposera d'une période de 7 jours pour établir une liste de réserves complémentaires éventuelles.

L'entreprise disposera alors d'une période maximale de 30 jours pour corriger les défauts constatés lors de la réception et annexés au procès verbal.

Dans le cas d'un passage de la commission de sécurité, la levée des réserves devra être réalisée avant le passage et attestée par écrit par l'Entreprise.

### DOSSIER DES OUVRAGES EXÉCUTÉS

En fin de chantier et avant que soit prononcée la réception technique, l'entreprise devra remettre un dossier technique avec :

- l'ensemble des documents techniques transmis pendant la phase de réalisation (nomenclature du matériel mis en œuvre, documentation technique des produits, notes de calcul, plans et schémas)
- le recueil des paramètres de l'installation (listings de paramétrage, etc.)
- les comptes-rendu d'essais, autocontrôles
- les attestations de formation des utilisateurs

Cette liste n'est pas limitative, le détail des documents attendus étant précisé par le Maître d'œuvre.

En outre, l'Entreprise devra la fourniture de l'ensemble des pièces constitutives du dossier d'identité du SSI selon les dispositions de la norme NF S 61 932, article 14, tous les documents devront être classés par ordre et référence avec les rubriques de l'article 14 de la norme NF S 61 932.

Ces documents devront être remis sous forme de classeur en 3 exemplaires avec pour chaque classeur 1 clé USB comprenant l'intégralité des documents.

### FORMATION

L'entreprise inclura dans son offre la formation du personnel du site chargé de l'exploitation du SSI, et devra prévoir 3 sessions.

Ces sessions de formation devront être prévues pour 5 personnes et seront complétées par un support papier remis par l'entreprise résumant les fonctionnalités et les procédures de base, concernant les systèmes de sécurité incendie.

Ces sessions devront inclure des manipulations des matériels par les personnels pour leur assurer une parfaite aisance d'exploitation (durée approximative d'une ½ journée par groupe).

oooooooooooooooooooooooooooo

**CCTP 1E – DIVERS****PLANS DE SÉCURITÉ**

L'Entreprise devra prévoir la fourniture et la pose de **deux** plans d'intervention :

- un premier sera placé dans le local de surveillance à proximité du SSI, celui-ci sera décrochable ;
- un deuxième sera placé au niveau de l'entrée principale.

Les plans devront être de format normalisé, plastifiés, correctement renseignés et conformes à la norme NF X 08-070 juin 2013.

Ils devront notamment présenter des dimensions respectant les exigences normatives.

L'Entreprise devra également la dépose des anciens plans, le rebouchage, la finition et la peinture des parois.

L'Entreprise devra également prévoir la fourniture de plans et consignes d'évacuation. Les plans devront être de format normalisé, plastifiés, correctement renseignés et conformes à la norme NF X 08-070 juin 2013.

L'Entreprise a à sa charge le relevé sur site de tous les équipements et locaux susceptibles de figurer sur les plans de sécurité.

Les plans d'évacuation seront placés à proximité de chaque accès aux escaliers et seront de format A3.

Quantité à titre indicatif

- 30 plans d'évacuation et 2 plans d'intervention

**DÉPOSE, REBOUCHAGE**

L'entreprise titulaire du présent lot devra la dépose totale des installations courants forts (liées au SSI) et faibles non utilisées : DM, diffuseurs sonores, l'Équipement d'Alarme existant, le câblage existant ainsi que les supports de câble, tableaux de report d'alarme, etc.

La dépose des équipements du SSI devra être soigneuse. Le titulaire devra socker les équipements de manière sûre pour pouvoir les remettre à l'exploitant qui souhaite pouvoir les intégrer à son stocke destiné à la maintenance d'autres systèmes.

Les travaux de finition après dépose (rebouchage, retouches de peinture...) sont à la charge du présent lot. Ils devront faire l'objet d'un accord préalable du Maître d'Ouvrage et du Maître d'œuvre et tenir compte de l'aspect décoratif des supports.

De manière générale, toutes les trous et fissures consécutifs aux opérations de dépose seront traités de la façon suivante:

- rebouchage par enduit adapté au matériau de l'ouvrage, lissage, ponçage
- application d'un enduit de finition, lissage, ponçage.
- application d'une retouche de peinture de forme régulière (bande d'une largeur donnée, appliquée du sol au plafond).

Pour chaque zone la teinte de peinture à appliquer sera proposée au Maître d'Ouvre pour validation.

Avant de remettre son prix, l'Entreprise devra se rendre sur place pour apprécier l'importance de cette tâche.

Le maître d'ouvrage indiquera, avant le début des travaux, les matériels qu'il se propose de récupérer, afin qu'ils soient déposés proprement.

oooooooooooooooooooooooooooo

**CCTP 2 – GARANTIES****GARANTIE DE FOURNITURE**

Tout le matériel fourni par l'entreprise est garanti contre tous vices de construction ou de matière pendant le délai de garantie de bon fonctionnement du matériel pendant 2 ans.

**GARANTIE DES INSTALLATIONS**

Toutes les installations posées et les travaux faits par l'entreprise, sont garantis conformes aux règles de l'art et conformes au projet d'exécution accepté par le Maître d'œuvre.

**GARANTIE D'EXPLOITATION**

L'entrepreneur garantit que l'installation réalisée par lui correspond à toutes les caractéristiques énoncées par lui dans les documents d'exploitation visés par la Maîtrise d'œuvre.

Dans le cadre de la garantie de parfait achèvement il s'oblige à remettre l'installation en état si l'exploitation révélait une non-concordance susceptible de nuire à la bonne économie du système ou au confort des usagers.

**GARANTIE DE PÉRENNITÉ DES ÉQUIPEMENTS**

En vue d'assurer la pérennité des équipements, il est indispensable que les matériels, appareils et sous-ensembles proposés par l'entreprise ne soient pas en voie « d'arrêt de fabrication ».

À cet effet, il produira un certificat émanant du fabricant justifiant la pérennité des équipements tels que décrit ci-avant.

L'entreprise garantit les Maîtres d'Ouvrage que tous les matériels, appareils et sous-ensembles qu'il se propose d'installer dans le cadre du présent marché ne sont pas sujets, à sa connaissance, et à la date de remise de son offre, à un « arrêt de fabrication » dans les 10 ans à venir.

oooooooooooooooooooooooooooo

## CCTP 3 – GÉNÉRALITÉS

### TEXTES DE RÉFÉRENCE

Les travaux seront exécutés selon les règles de l'art de la construction, conformément aux spécifications et prescriptions techniques générales publiées par le REEF, établies par le CSTB dont la plupart ont été constituées en D.T.U., suivant leur dernière publication à la date de remise des offres.

Ces documents indiquent de façon précise :

Les prescriptions relatives aux qualités des matériaux

Les conditions de mise en œuvre des matériaux et les modalités d'exécution des ouvrages, impérativement applicables aux travaux du présent dossier, sans qu'il soit nécessaire de le préciser à nouveau dans le C.C.T.P. Sont également applicables aux travaux, les différentes normes de l'AFNOR, les EURO-Normes et d'une manière générale tous les documents techniques et prescriptions diverses valables à la date de remise des offres.

Si pour une raison quelconque, l'entrepreneur proposait des matériaux ou des techniques ne se rattachant à aucune norme, seuls la maîtrise d'œuvre et le bureau de contrôle pourraient décider de leur utilisation.

Sont également applicables :

Les règlements de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP (arrêté du 25 juin 1980 modifié).

Les réglementations en vigueur pour permettre l'accessibilité aux personnes handicapées.

L'ensemble des textes relatifs au code du travail et à la protection et à la santé des travailleurs.

Tous les textes en vigueur à la date de remise des offres. En cas de divergence entre les différents textes et règlements, le plus contraignant sera retenu et appliqué.

Les cahiers de prescriptions techniques des fabricants.

Les entreprises se conformeront aux exigences des compagnies concessionnaires locales (EDF-GDF, EAU et ASSAINISSEMENT, FRANCE TELECOM...) ainsi qu'aux services de sécurité et de police (POMPIERS, SERVICES MUNICIPAUX) qu'elles s'engagent à consulter avant l'exécution des ouvrages, chacune pour ce qui les concerne.

Les règles relatives aux mesures de sécurité qui doivent être prises lors de travaux de soudage : permis feu ou permis de travail par points chauds en application de l'arrêté ministériel du 19 mars 1993.

### CONNAISSANCE DU PROJET

Les clauses générales du C.C.T.P. concernent l'ensemble des lots, constituant un seul et unique document dont chaque entreprise devra prendre pleinement connaissance.

Les entrepreneurs ne pourront prétendre ignorer les sujétions dues par les autres corps d'état, qu'ils devront considérer comme contractuelles. Ils ne pourront prétendre à indemnité ou refuser l'exécution de travaux nécessaires à la mise en œuvre des ouvrages des autres corps d'état.

#### VISITE DES LIEUX

Il est spécifié que par le fait du dépôt de leur offre, les entrepreneurs reconnaissent implicitement :

S'être rendus sur place, avoir fait toutes constatations de l'importance des travaux à exécuter, de la disposition des lieux, de toutes les sujétions d'exécution que peut comporter l'opération envisagée, avoir demandé tous renseignements complémentaires éventuels.

Avoir pris connaissance de l'ensemble des pièces du dossier (pièces écrites et plans), avoir demandé toutes indications complémentaires qu'ils auront jugé nécessaires.

Avoir pris connaissance des conditions d'accessibilité prévues dans les pièces administratives.

#### RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRENEUR

Les entrepreneurs devront des ouvrages complets et parfaitement achevés suivant les normes en vigueur et les règles de l'art.

Les entrepreneurs seront tenus de vérifier les documents qui leur seront remis de même que les cotes indiquées sur les plans, ils seront pleinement responsables des erreurs qui pourraient se produire, soit de leur fait, soit par manque de vérification.

Les entrepreneurs ayant suppléé, de par leurs connaissances techniques aux erreurs ou inexactitudes, aucune réclamation après notification des marchés ne saurait remettre en cause les prix arrêtés.

Les entrepreneurs se soumettront pleinement aux ordres de la maîtrise d'œuvre en vue de rectifier les éventuelles inexactitudes.

Dans le même esprit, les divergences d'interprétation que pourraient soulever éventuellement certaines dispositions des plans ou C.C.T.P. seront réglées par référence aux règles de l'art, aux dispositions des documents techniques de référence et conformément aux décisions de la maîtrise d'œuvre.

De toute manière, le fait pour un entrepreneur d'exécuter sans en rien changer les prescriptions des documents techniques remis par le Maître d'œuvre ne peut atténuer en quoi que ce soit sa pleine et entière responsabilité de constructeur, s'il n'a pas présenté ses réserves par écrit au moment de la remise de son offre.

L'entrepreneur devra s'assurer de la présence et des emplacements de réseaux de gaz, eau, électricité, eaux-usées, qui pourraient exister. Aucune canalisation ne doit être endommagée ou démolie sans enquête et approbation de la maîtrise d'œuvre ; tout préjudice causé sera à la charge de l'entrepreneur. Les déviations de canalisations, de quelque nature qu'elles soient sont à la charge de l'entrepreneur. Il est rappelé que les plans fournis le sont à titre indicatif et qu'ils ne comportent pas a priori le recensement exhaustif des réseaux.

### **ÉTUDES, DESSINS ET DÉTAILS D'EXÉCUTION**

Pendant la période de préparation et en tout état de cause avant fabrication et/ou mise en œuvre, chaque entrepreneur devra fournir au Maître d'œuvre, en vue de son approbation tous les détails d'exécution définis ou non dans les plans ou même éventuellement ceux qui diffèreraient des détails fournis par le Maître d'œuvre.

Ces détails seront définis en coupes, plans, élévations sur lesquels figureront les ouvrages contigus.

Les entrepreneurs sont formellement tenus, d'une part de contrôler sur place les cotes exactes des ouvrages mis en œuvre et d'autre part, d'adapter en conséquence leurs fabrications aux ouvrages en place. Tous les défauts de tolérance seront signalés sans délai au Maître d'œuvre.

En outre, les entrepreneurs devront donner aux autres corps d'état, avec tous les renseignements nécessaires les plans précis de leurs ouvrages, dès que ceux-ci auront reçu l'approbation du Maître d'œuvre. Ils devront ensuite s'assurer sur le chantier que ces indications ont été correctement suivies, en vue de l'achèvement de l'opération et du bon fonctionnement de l'ensemble des ouvrages.

Par ailleurs, il est rappelé que lors de la réception des travaux, les entrepreneurs remettront au Maître d'ouvrage les plans et autres documents d'exécution dans les conditions exigées au C.C.A.P.

### **CALENDRIER D'EXÉCUTION**

Pendant la période de préparation, ou dès réception de l'ordre de service prescrivant l'exécution des travaux, l'entrepreneur titulaire (ou le mandataire commun) devra établir un calendrier d'exécution des travaux, tenant compte du délai global fixé par l'acte d'engagement et le soumettra à l'approbation du Maître d'œuvre.

### **CONTENU DE LA PROPOSITION DE L'ENTREPRENEUR**

Outre les fournitures, la main d'œuvre et toutes les dépenses indispensables à la bonne exécution des ouvrages, la proposition de l'entrepreneur comprendra :

Les études, dessins et détails d'exécution nécessaires pour approbation par le maître d'ouvrage.

Les implantations et tracés.

Le contrôle et le signalement au Maître d'œuvre des erreurs ou omissions concernant les dispositions adoptées, la mise en œuvre des ouvrages et la coordination des travaux.

Le contrôle systématique de la compatibilité des matériaux entre eux et avec les ouvrages des autres corps d'état ainsi que la fourniture et pose des produits prescrits par les fabricants et agréés, pour éviter les désordres de toutes natures.

Les frais nécessités par le contrôle des matériaux et des ouvrages, pesages, métrages, expériences, analyses, essais, etc.

Les frais d'assurance de chantier.

Les frais de gardiennage éventuel.

Les protections provisoires efficaces pendant le transport et la durée du chantier et leur enlèvement.

Les dispositions à mettre en place pour assurer la protection et la sécurité et leur enlèvement.

Le transport à pied d'œuvre et le stockage des matériels et des matériaux.

Tous les moyens de stationnement, de livraison, d'accès et de levage. Les échafaudages et les sujétions qui y sont liées (demandes d'autorisations, acquittement des frais et droits de voirie).

La fourniture de tous les dispositifs de fixation à incorporer (notamment dans les ouvrages en béton armé).

Tous les travaux accessoires nécessaires à l'achèvement complet des ouvrages.

Le nettoyage des ouvrages réalisés par l'entrepreneur et l'enlèvement de tous déchets, chutes, débris de toutes sortes, gravois provenant des travaux.

La remise en état de tous les ouvrages dégradés par l'entrepreneur lors de l'exécution de ses travaux.

Le nettoyage journalier du chantier qui doit-être maintenu en parfait état de propreté pendant la durée des travaux.

Les charges et droits de voirie et de police pour l'occupation, l'entretien et la réparation de la voie publique, résultant soit des installations de chantier, soit de dégradations dues au chantier.

La gestion des eaux d'exhaure en phase chantier : leur rejet provisoire à l'égout est soumis à autorisation et redevance.

Les soumissionnaires devront fournir dans leur offre un devis quantitatif et estimatif détaillé, par corps d'état.

Toutes les sujétions résultant des prescriptions des articles qui suivent.

### **SÉCURITÉ**

#### **Hygiène et sécurité de chantier**

L'Entreprise sera tenue de respecter impérativement toutes les obligations relatives aux installations de chantier formulées par le maître d'ouvrage.

Toutes les autorisations nécessaires aux installations de chantier seront obtenues par l'Entrepreneur.

Dès notification du marché, l'entreprise fera les démarches nécessaires pour ses branchements provisoires de chantier.

En cas d'obligation d'empiètement sur la voie publique, l'entreprise fera son affaire des autorisations à obtenir et supportera tous les frais s'y rapportant.

### **Prescriptions générales en matière de sécurité et de santé des travailleurs**

L'opération est soumise à l'observation de la réglementation en matière de sécurité et de santé des travailleurs.

Chantiers de bâtiment et de génie civil « d'entretien usuel »

Le décret n° 92-158 du 20 février 1992 complétant le code du travail et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité est applicable. Il prévoit l'établissement d'un plan de prévention.

Chantiers de bâtiment et de génie civil dits « clos et indépendants »

Le décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, pris en application de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 est applicable.

Le classement de l'opération est précisé dans le CCAP du marché.

L'entreprise tiendra compte de l'intervention et des prescriptions du coordinateur santé-sécurité, en application des textes précités.

En cas de présence de plomb, d'amiante ou de toute autre substance dangereuse, l'entrepreneur devra prendre toutes les précautions nécessaires afin d'assurer la protection des travailleurs, conformément notamment :

Au décret n° 2001-1016 du 5 novembre 2001 portant création d'un document relatif à l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs (article L230-2 du code du travail). Applicable à partir du 8 novembre 2002.

À la circulaire n° 6 DRT du 18 avril 2002 – application du décret n° 2001-1016 portant création d'un document relatif à l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs.

## **FOURNITURE ET MISE EN ŒUVRE DES MATÉRIAUX**

### **FOURNITURE ET MISE EN ŒUVRE**

Indépendamment de leur conformité aux normes, les matériaux et matériels, appareils et appareillages de toute nature seront toujours de première qualité et exempts de toutes détériorations pouvant mettre en œuvre leur résistance et leur apparence.

La description des ouvrages fait état de matériaux et d'articles de fabrication dont le nom du fournisseur est indiqué dans le texte, cette référence est donnée pour préciser la nature, le type et l'effet des éléments qu'il y aura lieu de mettre en œuvre.

L'entrepreneur pourra proposer à l'agrément du Maître d'œuvre un article ou un matériau d'un autre fournisseur aux conditions suivantes :

qu'il soit de même nature, de durabilité et de qualité équivalente au matériau ou à l'article proposé et d'un aspect rigoureusement identique

qu'il soit nettement défini dans la proposition de l'entrepreneur

Mais le Maître d'œuvre aura toujours le droit d'exiger la mise en œuvre du matériau ou de l'article indiqué dans la description des ouvrages, sans que l'entrepreneur puisse prétendre à la modification de son prix.

### **VÉRIFICATION**

Le Maître d'œuvre se réserve le droit d'effectuer à tous moments, aux frais de l'entrepreneur, les prélèvements, essais et analyses qu'il jugera utiles. Les vérifications et analyses seront faites par les services techniques des Ponts et Chaussées, le laboratoire d'essais de la Ville de Paris, le centre technique du bois ou tout autre organisme agréé.

### **PROTOTYPES**

Pour permettre au Maître d'œuvre de juger l'aspect de la qualité des ouvrages et éventuellement d'exiger les améliorations ou modifications de détails qui lui paraîtraient nécessaires, l'entrepreneur devra la présentation de prototypes chaque fois que le Maître d'œuvre le demandera. Ces prototypes seront laissés à la disposition du maître d'œuvre durant toute la durée du chantier.

### **ÉCHANTILLONS – MODÈLES**

L'entrepreneur est tenu de fournir au Maître d'œuvre tous les échantillons des matériaux prévus et de les laisser à disposition du maître d'œuvre durant toute la durée du chantier.

Aucune commande de matériel ou de matériau ne peut être passée par l'entrepreneur, sinon à ses risques et périls, tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant n'a pas été matérialisée par un accord du Maître d'œuvre.

Les éléments contenus dans le dossier permettront à l'Entreprise d'avoir une connaissance détaillée de l'installation à réaliser, sans pour autant avoir à en assumer immédiatement l'intégralité des calculs pour la remise de son offre.

Une réponse uniquement chiffrée implique, de la part de l'Entreprise, une acceptation des principes généraux et particuliers de la solution et élimine toutes possibilités de réserves ultérieures relatives à la mise au point et aux réglages des installations.



En aucune façon une utilisation aveugle des éléments contenus dans le dossier technique ne saurait expliquer le moment venu :

les difficultés de réglages et de mises au point,  
la non-conformité avec les normes, règlements en vigueur et les règles de l'art.

### NATURE DES TRAVAUX

L'ensemble des travaux est décrit par le CCTP constitué d'un lot unique

Les travaux projetés comprennent :

- Les installations de chantier
- Le maintien en fonctionnement des équipements pendant la période des travaux
- La dépose et la repose des faux plafonds pour les besoins des travaux.
- La réalisation des percements et carottages ainsi que les rebouchages
- Les raccords de finition qualité prêt à peindre au droit des éléments déposés.
- Les reprises de peinture des parois concernées
- Le nettoyage du chantier et l'évacuation en décharge des éléments déposés, et ce de façon quotidienne.

D'une façon générale :

- La fourniture, le transport, la mise en œuvre, le raccordement et le réglage de tous les appareils neufs nécessaires à l'installation.
- La main d'œuvre nécessaire aux essais.
- Les moyens de levage et échafaudage nécessaire à l'exécution des travaux.
- La mise en œuvre de balisage, protection et éléments d'information lors de la condamnation temporaire d'une issue pour les besoins des travaux
- Le maintien en bon état de fonctionnement pendant une période de 1 (un) an, dans le cadre de la garantie de parfait achèvement.

### ÉTENDUE DES TRAVAUX

L'énumération des travaux à exécuter n'est nullement limitative ; l'Entreprise titulaire du présent lot, devra tous les travaux nécessaires à la parfaite exécution des ouvrages et à l'obtention, sans réserve, de la réception par le Maître d'œuvre ainsi que du certificat de conformité délivré par le bureau de contrôle.

L'Entreprise tiendra compte des aléas pouvant se présenter en cours d'exécution des travaux et des modifications éventuelles à apporter pour des raisons techniques aux implantations et aux tracés primitifs.

Il ne pourra en aucune manière être argué par l'Entreprise qu'une prestation n'a pas été parfaitement définie en vue de ne pas exécuter les ouvrages correspondants.

### LIMITES DE PRESTATIONS

Il est bien entendu que moyennant un prix global et forfaitaire, l'Entreprise, titulaire du présent lot, devra assurer tous les travaux de sa profession, nécessaires ou complémentaires au parfait achèvement des ouvrages, lesquels ne doivent faire l'objet d'aucun supplément de prix, quels que soient les quantités et les types des appareillages qu'il aura énoncés dans sa proposition.

Les travaux et prestations comprendront notamment :

Le relevé complet des installations existantes

Les études techniques et les plans de fabrication et de chantier tenant compte des dispositions de principe du projet.

Les présentations d'échantillons.

Les réservations, percements, trémies, etc., nécessaires au passage des câbles, fourreaux, chemins de câbles, etc., et à l'installation des équipements.

L'usage systématique d'appareils électro-portatifs fonctionnant sur batteries et munis de dispositifs d'aspiration intégrés pour les appareils utilisés pour les percements.

La fourniture et la pose des accessoires nécessaires à la mise en œuvre des matériels.

La dépose et le retraitement des équipements sensibles.

La fourniture et le scellement de tous colliers, supports, suspensions et fixations nécessaires.

Les installations de chantier y compris leur entretien.

La dépose de tous les équipements électriques dans la zone existante et modifiée, y compris la réalimentation des équipements existants conservés.

Le rebouchage de tous les percements, saignées, traversées, etc., propre au présent lot suivant une finition prête à peindre.

La protection en peinture anti-rouille de toutes les parties métalliques non protégées (supports, fixation, etc.).

La protection contre les chocs par fourreaux ou coffres métalliques de tout appareillage selon le cas présenté.

Le repérage au moyen d'étiquettes inaltérables de toutes les installations réalisées et le report sur les plans d'exécution de ces repères

Le nettoyage quotidien des zones de travaux

La réalisation complète des réglages, équilibrages, mises en route et vérifications des installations, y compris l'établissement des fiches d'auto-contrôle.

La reconstitution du degré coupe feu des parois traversées.

La fourniture au maître d'ouvrage, des plans et schémas de récolement, des notices techniques d'entretien et de bonne conduite des installations.



La présence aux essais de réception organisés par le coordonnateur SSI  
La présence d'un technicien compétent lors du passage de la commission de sécurité.  
Les frais de laboratoire pour les avis de chantier

**TRAVAUX EXCLUS**

Les fournitures et prestations suivantes sont exclues du présent marché :  
Les frais du bureau de contrôle

**DOCUMENTS A REMETTRE PAR L'ENTREPRISE****PENDANT LA PÉRIODE DE PRÉPARATION**

- Le rapport d'état des lieux avec reportage photographique
- La liste des intervenants et correspondants avec leur nom, prénom, leur fonction dans l'Entreprise
- Tous les documents demandés par le contrôleur technique, le coordonnateur SPS, le coordonnateur SSI et le maître d'œuvre.
- La liste nomenclature détaillée de tous les produits, équipements, fournitures diverses à mettre en œuvre
- Pour chaque équipement :
  - la fiche technique du fabricant comprenant une photo du produit sous la forme proposée
  - les attestations de droit d'usage aux normes
  - les déclarations de performance
  - les rapports d'essais à la norme NF S 61-937 le cas échéant
  - les notices de mise en œuvre, de maintenance, d'utilisation
- Les plans et schéma suivants :
  - Un schéma unifilaire reprenant l'ensemble des appareils mis en œuvre, le câblage, les repères
  - Les plans de percements, de réservations, etc., provoqués par les modes de mise en œuvre propres à l'Entreprise.
  - Les plans de présentation et d'équipement des tableaux de distribution et des coffrets de dérivation.
  - Les plans de cheminement de toutes les canalisations comportant toutes les dérivations jusqu'aux divers points d'utilisations. Sur ces plans seront portés toutes les boîtes de dérivation, la section et la constitution des fils ou câbles de chaque tronçon, tous les appareillages de commande ou d'utilisation.
  - Les schémas calibrés de l'installation, y compris les notes de calcul à partir d'un logiciel agréé UTE, des câbles BT ainsi que de leurs protections et notamment les conditions de protection et de déclenchement eu égard au régime de neutre adopté pour cette installation.
- le SOGED
- les éléments justificatifs liés à la clause d'insertion (105 heures mini)
- la planification détaillée de la mise en œuvre des clauses environnementales et charte chantier à faible nuisance

En un mot, les plans et schémas seront très clairement renseignés et reproduiront fidèlement les installations à réaliser. Une légende donnant les caractéristiques détaillées de chaque matériel mis en œuvre complètera les plans.

Tous les documents seront soumis à l'approbation du Maître d'œuvre et ne seront pris en considération qu'après accord de ce dernier et du Bureau de Contrôle.

L'Entreprise devra se conformer aux rectifications que le Maître d'œuvre jugera utile d'apporter à ses documents tant sous l'aspect technique qu'esthétique et ce dans la limite du montant des travaux et des éléments contractuels.

**EN COURS DE CHANTIER**

L'Entreprise s'engage à remettre tout plan de détail amené par une fabrication particulière dans les délais spécifiés lors des rendez-vous de chantier.

L'Entreprise transmettra pour validation la maquette des plans d'évacuation et d'intervention.

**À LA FIN DES TRAVAUX**

En fin de chantier et avant que soit prononcée la réception technique, l'entreprise devra remettre un dossier technique avec :

- l'ensemble des documents techniques transmis pendant la phase de réalisation (nomenclature du matériel mis en œuvre, documentation technique des produits, notes de calcul, plans et schémas)
- le recueil des paramètres de l'installation (listings de paramétrage, etc.)
- les comptes-rendu d'essais, autocontrôles

Cette liste n'est pas limitative, le détail des documents attendus étant précisé par le Maître d'œuvre.

En outre, l'Entreprise devra la fourniture de l'ensemble des pièces constitutives du dossier d'identité du SSI selon les dispositions de la norme NF S 61 932, article 14, tous les documents devront être classés par ordre et référence avec les rubriques de l'article 14 de la norme NF S 61 932.

Ces documents devront être remis sous forme de classeur en 3 exemplaires avec pour chaque classeur 1 CD de l'intégralité des documents.

**FORME DES DOCUMENTS**

Tous les documents, quel que soit leur format, seront transmis en version librement modifiable, non protégée.  
Tous les documents seront transmis en version informatique au format PDF.

Tous le document porteront un cartouche avec le titre du document, la désignation du chantier, l'émetteur du document, la date, un numéro de référence, un tableau d'indiquage.

Tous les plans et schémas seront également transmis en version informatique au format dwg. Les plans au format dwg devront être constitués d'une part des plans de niveau sous forme de référence externe insérés au point 0,0 et d'autre part du dessin des ouvrages de l'Entreprise sur des calques dont l'intitulé commencera systématiquement par le code mnémonique du lot concerné « VID\_ » ou « INT\_ », etc.

Tous les documents dont le format d'impression sera supérieur au format A3 devront également être transmis sans délai supplémentaire en version papier.

Les fiches et plans d'auto-contrôle effectués par l'Entreprise sur un modèle à définir en accord avec le Maître d'œuvre et l'Organisme de Contrôle.

Les tableaux, notes de calcul, nomenclature seront fournis également en version .xls.

Les plans d'évacuation et d'intervention seront transmis pour avis en version informatique au format PDF, le format d'impression devant être précisé.

oooooooooooooooooooooooooooo